

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2547

20 septembre 2014

### SOMMAIRE

Admiral European Investment Co. I S.à r.l. .....	122242	Mabledon Kings Cross UK S.à r.l. ....	122245
Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l. ....	122242	Malouvag S.A., .....	122250
AGCM Fund .....	122213	Malouvag S.A., SPF .....	122250
AstenJohnson (Luxembourg) LLC, S.à r.l. .....	122215	M.A.P. Invest S.A. ....	122212
Auf der Acht, Société Civile Immobilière .....	122214	M.A.P. Invest S.A. ....	122212
Clearsight Holdings II (Luxembourg) S.à r.l. ....	122236	Mont Blanc Investment S.A. ....	122235
CML International S.à r.l. ....	122235	Pembroke S.A. ....	122210
Comfintex S.A. ....	122234	Progestim S.A. ....	122249
Companhia Preferencial de Varejo ....	122233	Residence Property Development .....	122213
Demessy Investment S.A. ....	122235	RTL Belux S.A. ....	122239
Devon Holdings S.à r.l. ....	122256	Sachamadra Invest S.A. ....	122237
Elite World .....	122236	Salon de Coiffure New Look S.à r.l. ....	122238
Europa Real Estate IV S.à r.l. ....	122212	SBR Property 2 S.à r.l. ....	122237
FBL S.A. ....	122233	SEL S.A. ....	122237
Federazione Italiana Cuochi - Luxembur- ger Delegation .....	122253	Siceno S.à r.l. ....	122234
Fixel SA .....	122240	SLE .....	122234
FK Finance S.à r.l. ....	122239	Société Manuela Rodrigues Sàrl .....	122210
FMC Finance VIII S.A. ....	122240	Sodipa S.A. ....	122211
Gandi International .....	122240	SOLAR and RENEWABLE ENERGY IN- VESTMENTS S.A. en abrégé SO.R.E.I. S.A. ....	122236
G-Build S.à r.l. ....	122240	Soluxfin S.A. ....	122237
GraceB S.à r.l. ....	122239	Stellor Corporation Sàrl .....	122256
GS 3 S.à r.l. ....	122241	Studio E .....	122238
I love my sponsors .....	122241	Sundsval Invest S.A. ....	122213
Intelsat (Luxembourg) S.A. ....	122213	Sundsval Invest S.A. ....	122213
Inter Mega S.A., SPF .....	122234	Sun Wave S.à r.l. ....	122238
Iston Investment S.à r.l. ....	122241	Sylvain Holding S.A. ....	122238
Jamiva S.A. ....	122211	Syré Zahntechnik S.à r.l. ....	122236
Jamiva S.A. ....	122211	Thermolux .....	122212
Lyxor SME Credit Fund .....	122216	Tlux Participations S.A. ....	122210
		Urban&Civic Holdings S.à r.l. ....	122211
		WinTrans S.A. ....	122210

**WinTrans S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 52, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 158.464.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014105434/9.  
(140125847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**Société Manuela Rodrigues Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9118 Schieren, 5, Cité Peteschfeld.  
R.C.S. Luxembourg B 176.502.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103540/10.

(140121651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

---

**Tlux Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 105.278.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 9 octobre 2014 à 9.00 heures, en deuxième convocation, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
5. Divers.

Référence de publication: 2014145250/545/16.

---

**Pembroke S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 24.777.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 13 octobre 2014 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2014 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014145891/755/19.

---

**Sodipa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 53.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103542/10.

(140122275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

---

**Jamiva S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 170.324.

Le 8 août 2014, la société à responsabilité limitée YES EUROPE a, en sa qualité de domiciliataire, dénoncé le contrat de domiciliation en relation à la société anonyme «JAMIVA S.A.», inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 170324 et jusqu'alors domiciliée au 32, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143515/10.

(140162907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

---

**Jamiva S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 170.324.

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 8 août 2014, la société à responsabilité limitée GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l. a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société anonyme JAMIVA S.A., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 170324.

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 8 août 2014, Monsieur Jean-Luc JOURDAN a démissionné de ses fonctions d'administrateur unique de la société anonyme JAMIVA S.A., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 170324.

Délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143514/14.

(140162852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

---

**Urban&Civic Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 1.500.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 148.992.

*Extrait des résolutions de l'associé unique du 22 mai 2014*

1. M. Nic Bernard, demeurant professionnellement au 35 Portman Square, Londres, W1H 6LR, Royaume Uni, a démissionné de sa fonction gérant de catégorie A.

2. M. David Wood, demeurant professionnellement au 6 Mount Row, London, W1K 3SA, a été nommé gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- M. François Pfister, (gérant de catégorie A);
- M. David Wood, (gérant de catégorie A);
- M. Russell Proffitt-Perchard, (gérant de catégorie B);
- M. Maxence Monot (gérant de catégorie B).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Référence de publication: 2014106194/20.

(140126153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**M.A.P. Invest S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

R.C.S. Luxembourg B 55.699.

Le 8 août 2014, la société à responsabilité limitée YES EUROPE a, en sa qualité de domiciliataire, dénoncé le contrat de domiciliation en relation à la société anonyme «M.A.P. INVEST S.A.», inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 55699 et jusqu'alors domiciliée au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143579/10.

(140163007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

---

**M.A.P. Invest S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 55.699.

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 8 août 2014, la société à responsabilité limitée GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l. a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société anonyme M.A.P. INVEST S.A., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 55699.

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 8 août 2014, Monsieur Jean-Luc JOURDAN a démissionné de ses fonctions d'administrateur unique de la société anonyme M.A.P. INVEST S.A., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 55699.

Délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143578/14.

(140162901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

---

**Thermolux, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 2.153.000,00.**

Siège social: L-1274 Howald, 40, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 42.667.

Herr Franky Pieter Wies, wohnhaft in 12, rue du Pinson, L-8415 Steinfort, Luxembourg, wird mit Wirkung zum 1. Juni 2014 als Geschäftsführer abberufen.

Herr Lutz Koch, wohnhaft in Ensheimer Str. 100, D-66386 St. Ingbert, Deutschland, wird mit Wirkung zum 16. Juli 2014, mit unbefristeter Dauer als Geschäftsführer ernannt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thermolux S.à r.l.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014106171/16.

(140126387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Europa Real Estate IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 760.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 172.857.

*Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société à Luxembourg en date du 16 juin 2014.*

Il résulte de la résolution adoptée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 16 juin 2014 que Deloitte Audit, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est situé au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895, est nommé réviseur d'entreprises de la Société jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société devant se tenir en l'année 2015 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014.

Fait à Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014108383/17.

(140130143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

---

**AGCM Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion daté du 17 septembre 2014 a été enregistré et déposé au registre de commerce et des sociétés.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEB Fund Services S.A.

\*

Référence de publication: 2014145148/8.

(140165324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

---

**Intelsat (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 149.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104972/9.

(140125777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**Residence Property Development, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 128.216.

Par le présente, je soussigné, Daniel Schammel, demeurant à L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon déclare que 100 parts sociales qui représentent 100% du capital social de Résidence Property Development ont été transférées en date du 28 février 2014 de Daniel Schammel à SP Capital Invest Sàrl, sise à L-1528 Luxembourg, 8a boulevard de la foire.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Daniel Schammel.

Référence de publication: 2014103483/11.

(140121423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

---

**Sundsva Invest S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 137.427.

Le 8 août 2014, la société à responsabilité limitée YES EUROPE a, en sa qualité de domiciliataire, dénoncé le contrat de domiciliation en relation à la société anonyme «SUNDSVAL INVEST S.A.», inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 137427 et jusqu'alors domiciliée au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143766/11.

(140163002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

---

**Sundsva Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 137.427.

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 8 août 2014, la société à responsabilité limitée GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l. a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société anonyme SUNDSVAL INVEST S.A., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 137427.

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 8 août 2014, Monsieur Jean-Luc JOURDAN a démissionné de ses fonctions d'administrateur unique de la société anonyme SUNDSVAL INVEST S.A., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 137427.

Délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143765/15.

(140162879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

---

**Auf der Acht, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg E 561.

L'an deux mille quatorze, le six août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

**ONT COMPARU:**

- 1.- Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L-8059 Bertrange, Niederterhaff.
- 2.- Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue du Bois.
- 3.- Madame Doris LEESCH, employée privée, demeurant à L-2309 Luxembourg, 116, avenue Pasteur.
- 4.- Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert.
- 5.- Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, employé privé, demeurant à L-7392 Blaschette, 8, rue du Gruenewald.

Les comparants sub 1-3) sont ici représentés par Monsieur Max LEESCH, prénommé, en vertu de trois procurations sous seing privé lui délivrées en date du 6 août 2014,

lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'ils sont les seuls associés de la société civile AUF DER ACHT, Société Civile Immobilière, avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro E 561 (NIN 1978 7000 161).

Que la société a été constituée suivant acte reçu par le notaire André PROST, alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 5 mai 1978, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 168 du 7 août 1978, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par ledit notaire André PROST en date du 22 mai 1980, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 180 du 13 août 1980;

- suivant acte reçu par ledit notaire André PROST en date du 18 février 1982, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 121 du 8 juin 1982;

- suivant acte reçu par le notaire Frank BADEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1985, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 233 du 13 août 1985;

- suivant acte reçu par ledit notaire Frank BADEN en date du 9 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 489 du 25 mai 2005;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 31 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2361 du 25 septembre 2013.

Que le capital social s'élève au montant d'UN MILLION NEUF CENT DIX MILLE EUROS (€ 1.910.000.-), représenté par sept cent soixante-dix mille (770.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale, attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Paul LEESCH, prénommé, sept cent trente-huit mille parts sociales . . . . .	738.000
2.- Madame Danielle LEESCH, prénommée, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
3.- Madame Doris LEESCH, prénommée, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
4.- Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, prénommé, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
5.- Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, prénommé, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
Total: sept cent soixante-dix mille parts sociales . . . . .	<u>770.000</u>

Ensuite les associés se sont réunis en assemblée générale, à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués, et ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence du montant de TROIS MILLIONS QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (€ 3.090.000.-) pour le porter de son montant actuel d'UN MILLION NEUF CENT DIX MILLE EUROS (€ 1.910.000.-) au montant de CINQ MILLIONS EUROS (€ 5.000.000.-) sans création de parts sociales nouvelles mais en augmentant la valeur du pair comptable.

Le montant de TROIS MILLIONS QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (€ 3.090.000.-) a été libéré par les associés existants au prorata de leur participation dans le capital social moyennant incorporation des comptes courants associés créditeurs portant sur le montant total de TROIS MILLIONS QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (€ 3.090.000.-).

L'existence du montant total de TROIS MILLIONS QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (€ 3.090.000.-) résulte du bilan daté au 31 décembre 2013 ainsi que d'une déclaration établie par le gérant de la société, à savoir Monsieur Max LEESCH, prénommé, en date du 6 août 2014.

Une copie dudit bilan et de ladite déclaration, après avoir été signée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

*Deuxième résolution*

Les associés décident de modifier l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLIONS EUROS (€ 5.000.000.-), représenté par sept cent soixante-dix mille (770.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L- 8059 Bertrange, Niederterhaff, sept cent trente-huit mille parts sociales . . . . .	738.000
2.- Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue des Bois, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
3.- Madame Doris LEESCH, employée privée, demeurant à L-2309 Luxembourg, 116, avenue Pasteur, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
4.- Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
5.- Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, employé privé, demeurant à L-7392 Blaschette, 8, rue du Gruenewald, huit mille parts sociales . . . . .	8.000
Total: sept cent soixante-dix mille parts sociales . . . . .	<u>770.000»</u>

DONT ACTE, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Bertrange.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: M. LEESCH, J. LEESCH, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 7 août 2014. Relation: ECH/2014/1499. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): J.-M. MINY.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 12 août 2014.

Référence de publication: 2014128427/86.

(140145598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

**AstenJohnson (Luxembourg) LLC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 6.145.300,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 150.163.

Il résulte des résolutions écrites du conseil de gérance de la société en date du 25 novembre 2013 que l'associé unique de la Société, AstenJohnson International, Inc. a transféré, en date du 25 novembre 2013, 61.453 Parts sociales qu'il détenait dans la Société à AstenJohnson Canada II L.P., une société de droit canadien (limited partnership), ayant son siège social au 1243 Teron Road, Kanata, Ontario, K2K 1X2, Canada qui détient donc désormais les 61.453 Parts sociales représentant 100% des parts sociales dans la Société.

Suite à ce transfert, l'Associé Unique de la Société est désormais:

AstenJohnson Canada II LP.

Le 22 juillet 2014.

Pour extrait conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014108129/18.

(140130487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

## Lyxor SME Credit Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 190.117.

### STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of September.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Lyxor Asset Management S.A.S., a société par actions simplifiée, incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 17 cours Valmy Tour Société Générale, 92987 Paris La Défense, France, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Nanterre under number 418 862 215

here represented by Mélanie Martin, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Paris on 11 July 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited liability company (société anonyme) which it wishes to organize and the articles of association of which shall be as follows:

#### Denomination, Duration, Corporate Object, Registered Office

**Art. 1. Denomination.** There is hereby established by the sole subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital under the form of a specialized investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) subject to the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "SIF Law"), under the name of "Lyxor SME Credit Fund" (hereinafter the "Company").

The Company is an alternative investment fund (an "AIF") within the meaning of the directive of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) N° 1060/2009 and (EU) N° 1095/2010 and of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended from time to time (the "2013 Law").

**Art. 2. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 3. Corporate object.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in a pool of assets in order to spread the investments risks and thereby to endeavour to ensure for the investors the benefit of the results of the management of their assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the extent permitted by the SIF Law.

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors"). The registered office of the Company may be transferred within the city of Luxembourg by decision of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

#### 2. Share capital, Classes of Shares and Sub-Funds, Variations in Share capital, Characteristics of the Shares

**Art. 5. Share capital.** The share capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 11 hereof. The Board of Directors is authorized to issue, in accordance with Article 12 hereof, an unlimited number of partly or fully paid-up shares without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. At least 5% of the subscription amount for partly paid-up shares must be paid-up in cash or by means of a contribution other than cash. The minimum capital as provided by law shall be of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.00). Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law.



The initial capital is thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one thousand (31,000) fully paid-up shares with no par value.

**Art. 6. Classes of Shares and Sub-Funds.** The shares to be issued pursuant to Article 12 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes. The shares of each class shall rank *pari passu* with each other in all respects. Each class of shares may differ as to its currency or the denomination of the class, dividend policy, the level of fees and expenses to be charged, minimum subscription and minimum holding amounts applicable or any other feature as may be determined by the Board of Directors. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and/or other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may, at any time, decide to create different compartments or sub-funds (a "Sub-Fund") within the meaning of Article 71 of the SIF Law for each class of shares or for two or more classes of shares.

The Company constitutes one single legal entity. However, each pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

A Sub-Fund may, subject to the conditions set out in the Company's prospectus (the "Prospectus"), subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or already issued by one or several other Sub-Funds, without the Company being subject to the requirements regarding the subscription, acquisition and/or holding by a company of its own shares set out in the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies, under the conditions however, that:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- the voting rights, if any, which might be attached to the shares concerned will be suspended for as long as they are held by the relevant Sub-Fund and without prejudice to an appropriate treatment in accounting and in the periodical reports; and
- in any case, as long as these shares are held by the Company, their value shall not be taken into account for the calculation of the Company's net assets for the control of the minimum threshold of net assets imposed by the SIF Law.

The Board of Directors may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board of Directors may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class (es) of shares, in accordance with Article 12 below, notwithstanding the provisions of Article 36 below.

At each prorogation of a Sub-Fund, the registered shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the register of shares of the Company. The Company shall inform the bearer shareholders by a notice published in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless these shareholders and their addresses are known to the Company. The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund and if appropriate, its prorogation.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

**Art. 7. Variations in share capital.** The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully or partly paid-up shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

**Art. 8. Form of the Shares.** The Company may issue shares of each Sub-Fund and each class of shares in both registered and bearer form, subject to the provisions of the applicable law.

Registered shares shall be materialized by an inscription in the register of shareholders and are issued in uncertificated form with a confirmation statement, unless a share certificate is specifically requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of certificated shares must return their share certificates, duly renounced, to the Company before conversion or redemption instructions may be effected.

If bearer shares are issued, certificates shall be issued under supervision of the Depositary Bank in such denominations as shall be determined by the Board of Directors and they shall provide on their face that they may not be transferred to any Prohibited Person or entity organised by or for a Prohibited Person as defined in Article 10 hereinafter.

In the absence of a specific request for share certificates, each shareholder will receive written confirmation of the number of shares held in each Sub-Fund and in each class of shares. Upon request, a shareholder may receive a certificate in respect of the shares held.

The share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

In case a holder of bearer shares requests that rights attaching to such certificates be modified through their conversion into certificates with different denominations, such shareholder shall bear the cost of such conversion.

If bearer shares are issued, registered shares may be exchanged for bearer shares and bearer shares may be exchanged for registered shares at the request of the holder of such shares. An exchange of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, representation that the transferee is not a Prohibited Person and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. An exchange of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board of Directors, the costs of any such exchange may be charged to the shareholder requesting it.

Shares do not carry any preferential or pre-emptive rights and each share is entitled to one vote at all general meetings of Shareholders regardless of its net asset value.

The register of shareholders shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company. Such register of shareholders shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the class of each such share within the relevant Sub-Fund, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers and the certificate number if any share certificate has been issued. The inscription in the register of shareholders is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof. Every transfer of a registered share shall be entered in the register of shareholders. The transfer of a registered share shall be carried out (a) in case certificates have been issued, through the delivery to the Company of the certificate(s) representing such share, together with all transfer documents required by the Company, and (b) if no certificate(s) have been issued, by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

The transfer of bearer shares shall be carried out by way of the delivery to the relevant holder of the corresponding share certificate(s).

Any owner of registered shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the register of shareholders and advise the Company of any changes to such address.

All notices and announcements (such as dividend distribution) of the Company given to owners of registered shares shall be validly made at such address. Any shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the register of shareholders.

The shares are issued, and share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the Prospectus in force.

Subject to all applicable laws and regulations, payment of the purchase price will be made in the currency in which the shares are denominated as well as in certain other currencies as may be determined from time to time by the Board of Directors.

Following acceptance of the subscription and receipt of the relevant purchase price, rights in the subscribed shares shall be vested in the subscriber and, following his request and at his expenses, he shall forthwith receive final shares certificates in registered form.

The payment of dividends shall be carried out as regards registered shares at the address of the relevant shareholder recorded in the register of shareholders.

The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. If payment made by any subscriber results in the entitlement to a fraction of a share, the subscriber shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends on a pro-rata basis. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

**Art. 9. Loss or destruction of share certificates.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become null and void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company, at its discretion, may charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

**Art. 10. Limitation to the ownership of Shares.** The Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such

holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result, for example, in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (such persons, firms, partnerships or corporate bodies, precluded from holding shares in the Company, to be determined by the Board of Directors and herein referred to as "Prohibited Persons").

A well-informed investor, as defined by article 2 of the SIF Law shall include: (i) an institutional investor as defined from time to time by Luxembourg supervisory authority, (ii) a professional investor as defined by Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on markets in financial instruments, as amended from time to time, or (iii) any other investor who meets the following conditions:

a) he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor, and

b) (i) he invests a minimum of one hundred and twenty five thousand euros (EUR 125,000) in the Company, or (ii) he has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2013/36/UE, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company.

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or may eventually result in the legal or beneficial ownership of said share by a Prohibited Person;

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; or

c) where it appears to the Company that any Prohibited Person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "redemption notice") upon the holders of shares subject to compulsory repurchase; the redemption notice shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his address as indicated in the register of shareholders. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate, if issued, representing shares specified in the redemption notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Company.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "redemption price") shall be an amount based on the net asset value per share of the class to which the shares belong on the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the redemption notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, which is lower, all as determined in accordance with Article 12 hereof, less any service charge provided therein.

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the redemption price will be made to the former owner of such shares in the currency in which the shares are denominated or in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such former owner upon final determination of the redemption price following surrender of the share certificate, if issued and unmatured dividend coupons attached thereto, representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the former owner thereof to receive the redemption price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid. Any funds receivable by a former owner under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the purchase notice, shall be deposited with the "Caisse de Consignation". The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

Prohibited Person includes any non well-informed investor within the meaning of article 2 of the SIF Law.

The Company may also restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any “U.S. Person”. A U.S. Person means (i) any United States Person within the meaning of the Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), (ii) any person not included in the definition of “Non-United States person” within the meaning of Section 4.7 (a) (1) (iv) of the rules of the U.S. Commodity Futures Trading Commission and (iii) a United States Person as defined in Regulation S of the 1933 Act (as defined below) and thus shall include but not limited to, (i) any natural person resident in the United States; (ii) any partnership or corporation organised or incorporated under the laws of the United States; (iii) any estate of which any executor or administrator is a U.S. Person; (iv) any trust of which any trustee is a U.S. Person; (v) any agency or branch of a foreign entity located in the United States; (vi) any non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer, or other fiduciary for the benefit or account of a U.S. Person; (vii) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated, or (if an individual) resident in the United States; and (viii) any partnership or corporation if: (A) organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction; and (B) formed by a U.S. Person principally for the purpose of investing in securities not registered under the Securities Act, unless it is organised or incorporated, and owned, by accredited investors (as defined in Rule 501(a) under the Securities Act) who are not natural persons, estates or trusts; but shall not include (i) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held for the benefit or account of a non-U.S. Person by a dealer or other professional fiduciary organised, incorporated, or (if an individual) resident in the United States or (ii) any estate of which any professional fiduciary acting as executor or administrator is a U.S. Person if an executor or administrator of the estate who is not a U.S. Person has sole or shared investment discretion with respect to the assets of the estate and the estate is governed by foreign law.

The shares have not been and will not be registered under the United States Securities Act of 1933 (as amended) (the “1933 Act”) or the securities laws of any of the states of the United States. The shares may not be offered, sold or delivered directly or indirectly in the United States of America, its territories or possessions including the states and the federal District of Columbia (the “United States”) or to or for the account or benefit of any U.S. person being any citizen or resident of the United States, any corporation, partnership or other entity created or organised in or under the laws of the United States, or any person falling within the definition of the term “U.S. Person” under Regulation S, promulgated under the 1933 Act unless, among other things, such U.S. Person is an “accredited investor” and a “qualified purchaser” as such terms are defined in the 1933 Act and in the 1940 Act. Any re-offer or resale of any of the shares in the United States or to U.S. Persons may constitute a violation of United States law. Each applicant for shares will be required to certify whether it is a U.S. Person.

The shares are being offered outside the United States in reliance on an exemption from registration under Regulation S under the 1933 Act and if offered in the United States will be offered to a limited number of “accredited investors” (as defined in Rule 501(a) of Regulation D under the 1933 Act) in reliance on the private placement exemption from the registration requirements of the 1933 Act provided by section 4(2) of the 1933 Act and Regulation D thereunder.

The Company will not be registered under the United States Investment Company Act of 1940 (the “1940 Act”). Based on interpretations of the Investment Company Act by the staff of the United States Securities and Exchange Commission (the “SEC”) relating to foreign investment companies, if the Company has more than one hundred beneficial owners of its securities who are U.S. Persons, it may become subject to the registration requirements under the Investment Company Act. The Board of Directors will not knowingly permit the number of holders of shares who are U.S. Persons to exceed ninety (or such lesser number as the directors may determine). To ensure this limit is maintained the Board of Directors may decline to register a transfer of shares to or for the account of any U.S. Person and may require the mandatory repurchase of shares beneficially owned by U.S. Persons.

### **3. Net Asset Value, Issue and Redemption of Shares, Suspension of the Calculation of the Net Asset Value**

**Art. 11. Net asset value.** The net asset value per share of each class of shares within each Sub-Fund and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated periodically by the Company or any agent appointed thereto by the Company, as the Board of Directors may determine and as set out in the Prospectus (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the “Valuation Day”). The determined date and frequency shall be specified in the Prospectus.

The net asset value per share of each class of shares within each Sub-Fund shall be expressed in the pricing currency (as defined in the Prospectus) of the relevant class of shares and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company allocable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities allocable to such class of shares on any such Valuation Day, by the total number of shares in the relevant class when outstanding on any Valuation Day, in accordance with the valuation rules set forth below.

If since the time of determination of the net asset value, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the Company’s investments are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest ten thousandth of the relevant pricing currency as the Board of Directors shall determine.

The valuation of the net asset value per share of the different classes of shares shall be made in the following manner:

a) The assets of the Company shall be deemed to include:

- 1) all cash on hand or receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, debt obligations, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, units or shares of Undertakings for Collective Investment (“UCI”), subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (i) below with regards to fluctuations in the market value of assets caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows, unless otherwise foreseen in the Prospectus or agreed by the Board of Directors from time to time:

i) the value of debt instruments will typically be based upon quotations received from an external and independent pricing service and/or indicative quotes provided by specialist brokers or banks;

ii) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest declared or accrued and not yet received, all of which are deemed to be the full amount thereof unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

iii) the value of securities, bonds, loans, instruments and any financial assets listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market (hereinafter referred to as a “regulated market”) will be valued at their last available closing or settlement prices in the relevant market prior to the time of valuation, or any other price deemed appropriate by the Board of Directors;

iv) in the event that the last available closing price does not, in the opinion of the directors, truly reflect the fair market value of the relevant securities, loans, private placements or other comparable debt obligations, the value of such securities or loans, private placements or other comparable debt obligations will be defined by the Board of Directors based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;

v) securities and any financial asset not listed or traded on a stock exchange or not dealt on another regulated market will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the Board of Directors;

vi) the liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available closing or settlement prices of these contracts on stock exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the directors may deem fair and reasonable;

vii) the value of money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the relevant Sub-Fund’s investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accretion of discount rather than at market value;

viii) units or shares of an open-ended UCI will be valued at their last determined and available official net asset value, as reported or provided by such UCI or its agents, or at their last unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values, provided that due diligence has been carried out by the management company and/or the investment manager, in accordance with instructions and under the overall control and responsibility of the Board of Directors, as to the reliability of such unofficial net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset values of the target UCI may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the target UCI. The net asset value is final and binding notwithstanding any different later determination. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in items (iii), (iv) and (v) above;

ix) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve;

x) all other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the net asset value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, or (iii) by (a) specialist(s) duly authorized to that effect by the Board of Directors. Finally, in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation provided by the Board of Directors.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the net asset value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the Board of Directors shall be informed immediately by the administrative agent. The Board of Directors may then decide to suspend the calculation of the net asset value in accordance with the procedures described in Article 13 below.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund's and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the base currency of a Sub-Fund will be converted into the base currency of such Sub-Fund at the rate of exchange on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

b) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

i) all loans, bills and accounts payable;

ii) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

iii) all accrued or payable administrative expenses (including the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal fees, audit fees, advisory fees, global management fees, distribution fees, depositary bank fees, administrative agent fees, registrar and transfer agent fees, nominee fees, the cost of legal publications, Prospectus, financial reports and other documents made available to shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration and the marketing and other third party fees);

iv) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company but not yet paid out;

v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors, in particular those that have been set aside for a possible depreciation of the investments of the Company; and

vi) all other liabilities of the relevant Sub-Fund and the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principle.

In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its directors (including all reasonable out of pocket expenses), investment advisors or investment managers, accountants, depositary bank and paying agent, administrative, corporate and domiciliary agent, registrars and transfer agent and permanent representatives in places of registration, nominees and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, cost of any proposed listings, maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of Prospectus, explanatory memoranda or registration statements, annual reports, taxes or governmental and regulatory authority charges, insurance costs and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes of shares in the following manner:

a) If two or more classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes of shares may be defined from time to time by the Board of Directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as distribution shares or capitalisation shares and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, and/or (vi) different minimum investment requirements, and/or (vii) the use of different hedging techniques in order to protect in the base currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares

against long-term movements of their currency of quotation; and/or (viii) any other specific features applicable to one class.

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that class of shares, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article.

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund.

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund.

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to the net asset values of the relevant classes of shares or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 12 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the base currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Board of Directors of the Company.

5) the Company may invest and manage all or any part of the assets established for two or more Sub-Funds (for the purposes hereof "Participating Sub-Funds") on a pooled basis. Any such asset pool shall be formed by transferring to it cash or other assets (subject to such assets being appropriate in respect of the investment policy of the pool concerned) from each of the Participating Sub-Funds. Thereafter, the Company may from time to time make further transfers to each asset pool. Assets may also be transferred back to a Participating Sub-Fund up to the amount of the participation of the Sub-Fund concerned. The share of a Participating Sub-Fund in an asset pool shall be measured by reference to notional units of equal value in the asset pool. On formation of an asset pool, the Company shall determine the initial value of notional units (which shall be expressed in such currency as the Company may consider appropriate) and shall allocate to each Participating Sub-Fund notional units having an aggregate value equal to the amount of cash (or the value of other assets) contributed. Thereafter, the value of the units shall be determined by dividing the net assets of the asset pool by the number of notional units existing.

When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an asset pool, the allocation of notional units of the Participating Sub-Fund concerned will be increased or reduced, as the case may be, by a number of notional units determined by dividing the amount of cash or the value of assets contributed or withdrawn by the current value of a share in such asset pool. Where a contribution is made in cash, it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Company considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of cash withdrawal, a corresponding deduction may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the asset pool.

Dividends, interest and other distributions of an income nature earned in respect of the assets in an asset pool will be applied to such asset pool and cause the respective net assets to increase. Upon the dissolution of the Company, the assets in an asset pool will be allocated to the Participating Sub-Funds in proportion to their respective participation in the asset pool.

The Board of Directors shall establish a portfolio of assets for each class of Shares in the following manner:

a) the proceeds from the allotment and issue of each class of Shares within the relevant Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of Shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the asset from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of the relevant class(es) of Shares within the relevant Sub-Fund, provided that the Board may reallocate any asset or liability previously allocated by them if in their opinion circumstances so require; and the Board may in the books of the Company appropriate an asset or liability from one pool of assets to another if for any reason (including, but not limited to, a creditor proceeding against certain assets of the Company) an asset or a liability would but for such appropriation not have been borne wholly or partly in the manner determined by the Board of Directors under this Article; provided that each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributed to it;

e) upon the payment, or the occurrence of the record date, if determined, for payment, of dividends to the holders of Shares in any class within a Sub-Fund, the Net Asset Value of such class of Share, shall be reduced by the amount of such dividends;

f) if there have been created, as provided in Article 6 within a Sub-Fund, classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such classes of shares.

Claims of third parties against the Company shall be accounted for in the relevant class of Shares.

Each Sub-Fund shall be liable only for its own debts and obligations.

**Art. 12. Issue, redemption and conversion of shares.** The Board of Directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares of each class at any time at a price based on the net asset value per share for each class of shares of the relevant Sub-Fund determined in accordance with Article 11 hereof, as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales charges, as approved from time to time by the Board of Directors.

The Board may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of a commitment agreement and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate).

Where applicable and in line with the Company's Prospectus, shares shall be issued within the limits of Shareholders' subscription commitments called and drawn down on an as needed basis upon payment and receipt of the issue price by the Company. The issue price must be received before the shares can be issued. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors and as set forth in the Company's Prospectus. If a Shareholder fails to pay any part of its subscription when due and payable, it shall be in default and potentially suffer as a consequence of penalty fees.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class or Sub-Fund; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus of the Company.

Payments for the relevant shares shall be made on a settlement date, as this term is defined in the Prospectus of the Company, or on any other date and under the terms and conditions as determined by the Board of Directors and as indicated and more fully described in the Prospectus of the Company. The modes of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the Board of Directors and specified and more fully described in the Prospectus of the Company. If subscribed shares are not paid for, the Company may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim their issue fees, commissions and any difference.

If, whenever and as much as the Board of Directors may decide, a payment made by a subscriber is likely to result in the issue of fractions of shares (until three decimal places) such fraction(s) shall not confer any voting right, but shall entitle to a proportional share of the Company's profits.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new shares.

All new shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.



The Company may reject any subscription in whole or in part, and the directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (“réviseur d’entreprises agréé”) and provided that such securities comply with the investment objectives, restrictions and policies of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms and conditions set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits as provided in this Article 12, unless otherwise determined in the Prospectus.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided in the Prospectus for each Sub-Fund, in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share relative to the class within the Sub-Fund to which it belongs, determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, decreased by charges and commissions (if any) at the rate provided in the Prospectus. Any such request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Company for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares, if issued. The relevant redemption price may be rounded up or down to a maximum of three decimal places of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

Further, if at any given Valuation Day, redemption and conversion requests pursuant to this Article 12 exceed a certain level to be determined by the Board of Directors in relation to the number of shares in issue in a class or in a Sub-Fund or in case of strong volatility of the market or markets on which a specific class is investing, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder’s holding of shares in such class.

The Company will have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to such shareholder investments from the pool of assets set up in connection with such classes of shares equal in value (calculated in a manner as described in Article 11 hereof) as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant class of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled in the books of the Company.

The requests for subscription and redemption shall be received at the location designated to and for this effect by the Board of Directors.

Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain classes of shares or Sub-Funds, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder’s holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

**Art. 13. Temporary suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, the redemption and the conversion of shares.** The Company may temporarily suspend the calculation of the net asset value in any class of shares and the issue, conversion and redemption of any classes of shares in any Sub-Fund, in particular, in the following circumstances:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or regulated markets on which a substantial portion of the Company’s investments attributable to a Sub-Fund from time to time is quoted, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of a class or of the Sub-Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided

that such restriction or suspension affects the valuation of the Company's investments attributable to such Sub-Fund which are quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs beyond the control, liability and influence of the Company which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by any Sub-Fund would be impracticable under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the shareholders;

c) during any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund investments or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class or Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) during any period when the Board of Directors so decides, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) upon the publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders of the Company or a Sub-Fund for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company, a Sub-Fund or a class of shares and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund;

g) when any of the target funds in which the Sub-Fund invests substantially its assets suspends the calculation of its net asset value;

h) the Company may suspend the issue, conversion and redemption of shares of any class within a Sub-Fund forthwith upon occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg regulatory authority.

Under exceptional circumstances, which may adversely affect the rights of shareholders or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the Board of Directors reserves the right to set the value of shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions applications that are simultaneously in the process of execution shall be dealt with on the basis of a single net asset value in order to ensure that all shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Subscribers and shareholders tendering shares for redemption or conversion shall be advised of the suspension of the calculation of the net asset value in the relevant Sub-Fund.

The suspension of the net asset value calculation may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed one month.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of net asset value calculation by the Company.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

#### 4. General Shareholders' Meetings

**Art. 14. General provisions.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company if the decisions to be taken are of interest for all the shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

However, if the decisions are only concerning the particular rights of the shareholders of one class or of one Sub-Fund or if the possibility exists of a conflict of interest between different classes such decisions are to be taken by a general meeting representing the shareholders of such class(es) or of such Sub-Fund.

**Art. 15. Annual general meeting of shareholders.** The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the second Friday in June at 2 p.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 16. General meetings of shareholders of a given Sub-Fund / class of shares.** The shareholders of any class of shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares.

In addition, the shareholders of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

The general provisions set out in these Articles, as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies, shall apply to such meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the validly cast votes.

**Art. 17. Functioning of meetings of shareholders.** The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share, regardless of the class to which it belongs, is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company, as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission.

Any shareholder may also vote at meetings of shareholders by correspondence, provided that the voting form, duly signed by the shareholder, is received by the Company within the time-limit set in the convening notice and no later than the day before the date on which the meeting of the shareholders concerned by the vote is due to be held. This form must mention unequivocally how the shareholder is voting or whether he/she/it is abstaining, failing which it shall be declared void. Shareholders who have voted by correspondence shall be counted in the calculation of the quorum of the meeting concerned.

Fractions of shares are not entitled to a vote. If the sum of the fractional shares so held by the same shareholder represents one or more entire share(s), such shareholder has the correspondent voting right.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of the validly cast votes.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 18. Notice to the general meetings of shareholders.** Shareholders shall be convened upon call by the Board of Directors by a convening notice stating the agenda, time and place of the meeting, to be sent by mail at least eight days prior to the date set for the meeting to all registered shareholders at their address recorded in the register of shareholders.

The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued, the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the *Mémorial C*, *Recueil des Sociétés et Associations*, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

Shareholders representing at least one tenth of the share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company. To the extent required by law, the notice shall be published in the *Mémorial*, *Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

## 5. Management of the Company

**Art. 19. Board of Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not to be shareholders of the Company.

**Art. 20. Duration of the functions of the directors, renewal of the Board of Directors.** The directors shall be elected by a general shareholders' meeting (provided their respective name appear in the notice which convene the shareholders to the general shareholders' meeting), in particular by the shareholders at their annual general meeting, for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. They may be re-elected. The shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes validly cast and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authority.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

In the event in which an elected director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other directors.

**Art. 21. Committee of the Board of Directors.** The Board of Directors must choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairman. It may also chose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

**Art. 22. Meetings and deliberations of the Board of Directors.** The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of shareholders and in the case no director is present, any other person may be appointed as chairman.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least three days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the Board of Directors may determine, are present or represented at a meeting of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and similar means.

**Art. 23. Minutes.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presides at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

**Art. 24. Engagement of the Company vis-à-vis third persons.** Vis-à-vis third parties, the Company shall be committed by the joint signature of two members of the Board of Directors or by the individual signature of any duly authorised

director or officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 25. Powers of the Board of Directors.** The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification. All powers not expressly reserved by Luxembourg law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

**Art. 26. Delegation of Power.** The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 27. Conflict of Interest.** No contract or other transaction which the Company and any other corporation or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company are interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any interest opposite to the Company in any transaction of the Company, except for day-to-day transactions concluded in normal terms, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "interest opposite to the Company", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Lyxor Asset Management S.A.S, or such company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

**Art. 28. Indemnification of the directors.** The Company shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 29. Preferential treatment of the Shareholders.** Subject to the respect of the principle of equal treatment of the shareholders, the Board of Directors or appointed alternative investment fund manager may enter into arrangements with certain shareholders that have the effect of altering or supplementing the terms of such shareholder's investments in the Company, including, without limitation, arrangements with respect to access to specific information and waivers or reductions of the subscription or redemption charges.

The Board of Directors shall ensure that preferential treatment granted to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company's sales document.

**Art. 30. Allowances to the Board of Directors.** The general meeting of shareholders may allow the members of the Board of Directors, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as directors' remuneration, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the Board of Directors among themselves.

Furthermore, the members of the Board of Directors may be reimbursed for any expenses engaged in on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

The remuneration of the chairman or the secretary of the Board of Directors as well as those of the general manager (s) and officers shall be agreed by the Board of Directors.

**Art. 31. Depositary Bank and other contractual parties.** To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking institution as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector, as amended and in compliance with the conditions set forth by the 2013 Law (herein referred to as the "Depositary Bank").

The Depositary Bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided in the depositary agreement, the SIF Law, the 2013 Law and the Commission Delegated Regulation n° 231/2013 of 19 December 2012.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company or the appointed alternative investment fund manager shall be expressly authorized to discharge in writing the Depositary Bank from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the alternative investment fund manager to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.

If the Depositary Bank wishes to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor Depositary Bank within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

## 6. Auditor

**Art. 32. Auditor.** The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an auditor (“réviseur d’entreprise agréé”) who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to respectability and professional experience. The auditors shall be elected by the general meeting of shareholders.

## 7. Annual accounts

**Art. 33. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on January 1<sup>st</sup> in each year and shall terminate on December 31<sup>st</sup> of the same year.

**Art. 34. Distribution policy.** The general meeting of the shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall determine, upon proposal made by the Board of Directors and within the limits provided by law, the amount and means of potential distributions to shareholders of the relevant Sub-Fund.

In relation to the non distribution shares, in principle, the Company does intend to distribute neither its investment income nor the net capital gains realised as the management of the Company is oriented towards capital gains. The Board of Directors shall therefore recommend the reinvestment of the results of the Company and as a consequence no dividend shall be paid to shareholders.

The Board of Directors nevertheless reserves the right to propose the payment of a dividend at any time.

In relation to the distribution shares, the Company will distribute dividends in the form of cash in the relevant class currency or other means as determined from time to time by the Board of Directors. Annual dividends are declared separately in respect of such distribution shares at the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or a class of shares. The Board of Directors may decide also that dividends be automatically reinvested by the purchase of further shares in the relevant Sub-Fund. In such case, the dividends will be paid to the registrar and transfer agent of the Company who will reinvest the money on behalf of the shareholders in additional shares of the same class of shares in the relevant Sub-Fund. Such shares will be issued on the payment date at the net asset value per share of the relevant class in non-certificated form. Fractional entitlements to registered shares will be recognised to three decimal places.

Distributions may be paid in such currency or means and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

In any case, no distribution of dividends may be made if, as a result, the share capital of the Company would fall below the equivalent of EUR 1,250,000.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes of shares. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary.

## 8. Dissolution and liquidation

**Art. 35. Dissolution and liquidation of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 38 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes, which for the avoidance of doubt shall not include abstention, nil vote and blank ballot paper.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the shares represented and validly cast at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertaining that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

In case of liquidation, shareholders will receive from the Depositary Bank their pro rata portion of the net assets of the Company, in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies.

The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

**Art. 36. Dissolution and Merger of Sub-Funds or classes of shares.** In the event that for any reason the value of the net assets of any Sub-Fund within a Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Board of Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of the Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the Board of Directors may decide (i) to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect or (ii) to offer to the shareholders of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund the conversion (if not prohibited) of their shares into shares of another class of shares / Sub-Fund.

The Company shall serve a notice to the registered shareholders of the relevant class of shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the compulsory redemption operations. The decision of the Board of Directors will be published (either in newspapers to be determined by the Board of Directors or by way of a notice sent to the shareholders at their addresses indicated in the register of shareholders) prior to the effective date of the compulsory redemption.

Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

The Board of Directors may decide at any moment for the termination of a class of shares. In the case of termination of a class of shares, the Board of Directors may offer to the shareholders of the relevant class of shares the conversion (if not prohibited) of their shares into shares of another class of shares of the same Sub-Fund or of another Sub-Funds of the Company, under the terms fixed by the Board of Directors.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such shareholders, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares will be cancelled in the books of the Company.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article 36, the Board of Directors may decide to allocate the net assets of any class or Sub-Fund to those of another existing class or Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment ("UCI"), either organized under the provisions of Part II of the Luxembourg law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time or organized under the provisions of SIF Law (the "New class/Sub-Fund") and to redesignate the shares of such class or Sub-Fund as shares of the New class/Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article 36 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New class/Sub-Fund), one month before the applicable redemption cut-off time as described in the Prospectus of the Company preceding the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

At the expiry of this period, the decision related to the contribution binds all the shareholders who have not exercised such right, provided that when the UCI benefiting from such contribution is of the contractual type (fonds commun de placement), the decision only binds the shareholders who agreed to the contribution.

The Board of Directors may also, under the same circumstances as provided above, decide to allocate the assets of, and liabilities attributable to any Sub-Fund to a foreign UCI.

A Sub-Fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon approval of all the shareholders of the classes of shares issued in the Sub-Fund concerned or under the condition that only the assets of the consenting shareholders be contributed to the foreign UCI.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by a simple majority of validly cast votes.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another UCI referred to in this Article 36 or to another sub-fund within such other UCI shall require a resolution of the shareholders of such Sub-Fund taken

with 75% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the validly cast votes, except when such a contribution is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign-based UCI, in which case such resolutions shall be binding only on those shareholders who have voted in favour of such contribution.

In the context of the termination or the merger of Sub-Funds (where the Sub-Fund is the absorbed entity), the preceding paragraphs are only applicable provided that the Company is composed of several Sub-Funds.

In the event that the Board of Directors determine that it is required for the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds, may be decided by the Board of Directors. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds. Such publication will be made within one month before the applicable redemption cut-off time as described in the Prospectus of the Company preceding the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective.

**Art. 37. Expenses borne by the Company.** The Company shall bear, without limitation, its initial incorporation costs, including the costs of drawing up and printing the Prospectus, notary public fees, management fees, the filing costs with administrative and stock exchange authorities, the costs of printing the certificates and any other costs pertaining to the establishment and launching of the Sub-Funds of the Company.

The costs will be amortized on a period not exceeding the first five accounting years.

The Company bears all its running costs as foreseen in Article 11 hereof.

**Art. 38. Amendment of the Articles of Incorporation.** These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows: fifty percent of the shares issued must be validly cast at the general meeting and an absolute majority of two thirds of the validly cast votes is required to adopt a resolution. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must be adjourned and re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

**Art. 39. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time and the SIF Law.

**Art. 40. General provisions.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

#### *Subscription and payment*

The thirty-one thousand (31,000) shares, having no par value representing the entire share capital of the Company, have been subscribed by the appearing party.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2014.

The first annual general meeting shall be held in 2015.

Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

#### *Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *General Meeting of Shareholders*

The above named party, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at:

28-32, place de la Gare



L-1616 Luxembourg.

2. The number of directors is fixed at three (3).

3. The following persons are appointed as directors of the Company for a term office which shall end at the general meeting called to approve the accounts of the financial year as of 31 December 2014 or at any time prior to such meeting as the general meeting of shareholders may determine:

- Eric Talleux, Chief Risk Officer, Lyxor Asset Management S.A.S., Tour Société Générale, 17 Cours Valmy, 92987, Paris La Défense, France, born in Douai, France on 29 March 1969;

- Patrick Vincent, Head of Corporate Department, Société Générale Bank & Trust S.A., Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, born in Soisson, France on 16 July 1958; and

- Nicolas Gausse, Global Chief Investment Officer, Lyxor Asset Management, Tour Société Générale, 17 Cours Valmy, 92987 Paris La Défense, France, born in Oujda, Maroc, on 23 March 1971.

4. Ernst & Young S.A., 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Luxembourg, is elected as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for the first financial year. The term of office of the independent auditor will end at the general meeting approving the annual accounts closed on 31 December 2014.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Signé: M. MARTIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 10 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42116. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143552/1003.

(140162874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**FBLS S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 168.379.

Les statuts coordonnés au 11/07/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21/07/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014106635/12.

(140127468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

**Companhia Preferencial de Varejo, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 104.403.941,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.181.

*Extrait des résolutions du conseil de gérance*

En date du 18 juillet 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société du 1, Rue Schiller, L-2519 Luxembourg, au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014105589/15.

(140126994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**SLE, Société Anonyme.**

Siège social: L-9530 Wiltz, 24, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 96.665.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105349/9.

(140125631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**Siceno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Duarrefstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 155.015.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105346/10.

(140124978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**Inter Mega S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 50.234.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 29 septembre 2014 à 14:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014141252/795/15.

---

**Comfintex S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 21.707.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2014 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010, 31 décembre 2011, 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014141230/755/20.

---

**CML International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.487.

*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 26 juin 2014*

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2014.

Veillez noter que l'adresse professionnelle des gérants, Messieurs Pierre CLAUDEL, Christophe-Emmanuel SACRE et Douwe TERPSTRA se trouve dorénavant à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 18.7.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

*Pour CML International S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014105627/16.

(140126359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**Demessy Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 131.701.

The Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held exceptionally on *September 29th, 2014* at 12.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Management report of the Board of Directors and report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31st, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
5. Miscellaneous

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014141251/795/18.

**Mont Blanc Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 99.782.

Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 2014, à laquelle aucun actionnaire ne s'est présenté, le Conseil d'Administration convoque à nouveau ladite Assemblée afin que celle-ci se tienne le 29 septembre 2014.

Messieurs les actionnaires sont dès lors priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Qui se tiendra au siège social en date du *29 septembre 2014* à 16 heures 30 avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2013.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C., le cas échéant.
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014141876/1004/20.

**SOLAR and RENEWABLE ENERGY INVESTMENTS S.A. en abrégé SO.R.E.I. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103548/10.

(140121598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

---

**Syré Zahntechnik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 42, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 80.794.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103557/10.

(140121882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

---

**Clearsight Holdings II (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 177.502.

Les comptes annuels de la Société pour la période du 22 mai 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Malcolm Wilson

*Mandataire*

Référence de publication: 2014105585/13.

(140126578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Elite World, Société Anonyme.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 73.844.

The shareholders are hereby convened to the

**ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING**

which will be held on Monday, the *29th of September 2014* at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Consolidated management report and report of the approved statutory auditor on the consolidated annual accounts as of December 31, 2013.
2. Approval of the consolidated annual accounts as of December 31, 2013.
3. Perusal of the report of the supervisory auditor.
4. Approval of the annual accounts as of December 31, 2013.
5. Appropriation of results as of December 31, 2013.
6. Discharge to the directors and to the statutory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
7. Sundry.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014141253/29/21.

---

**SEL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9530 Wiltz, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 93.112.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105340/9.

(140125589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**Soluxfin S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.352.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Geert DIRKX

*Administrateur unique*

Référence de publication: 2014105357/11.

(140124952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**Sachamadra Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 103.199.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

*Pour: SACHAMADRA INVEST S.A.*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014105331/14.

(140125900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**SBR Property 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 862.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 162.527.

Il est à noter que l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de révoquer de Monsieur Hervé Marsot de son mandat de gérant de la Société avec effet au 10 juillet 2014;
- de nommer Madame Ghizlane Gryp, née le 29 août 1983 à Rouen, France, demeurant professionnellement au 41 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en tant que nouvelle gérante de la Société avec effet au 10 juillet 2014 et pour une durée indéterminée;

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de:

Madame Virginie Vely, gérante,

Madame Ghizlane Gryp, gérante,

Monsieur Richard Stone, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SBR Property 2 S.à r.l.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014105335/20.

(140125305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**Studio E, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 160.758.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105360/9.

(140125474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

**Salon de Coiffure New Look S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8140 Bridel, 38, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 21.695.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105332/10.

(140125253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

**Sun Wave S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5441 Remerschen, 10a, Wisswee.

R.C.S. Luxembourg B 150.586.

*Protokoll der Gesellschafterversammlung der Firma SUN WAVE S.à r.l. vom 10.06.2014*

Unter Verzicht auf die Einhaltung aller Form- und Fristenfordernisse der Ladung treten zu einer Gesellschafterversammlung zusammen:

Frau Gertrud Geber

Es wird folgendes beschlossen:

Der Sitz der Gesellschaft wird mit Wirkung vom heutigen Tage nach L-5441 Remerschen verlegt.

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-5441 Remerschen, 10a, Wisswee.

Schengen, den 01.06.2014.

Gertrud Geber.

Référence de publication: 2014105364/15.

(140125964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

**Sylvain Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 62.222.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale annuelle tenue à Luxembourg en date du 17 juillet 2014*

Les mandats des administrateurs à savoir Monsieur Jean-Marc FABER, né le 7/04/1966 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Monsieur Christophe MOUTON né le 20/11/1971 à Saint-Mard (Belgique) et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Monsieur Manuel BORDIGNON né le 4/06/1969 à Esch-sur-Alzette et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg ainsi que le mandat du Commissaire aux Comptes à savoir la Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l. ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, sont reconduits jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SYLVAIN HOLDING S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014105367/20.

(140125982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

**FK Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 176.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FK FINANCE S.à r.l.*

Carlo JENTGEN

*Secrétaire au Conseil de Gérance*

Référence de publication: 2014104011/12.

(140124592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

---

**GraceB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.453.012.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 179.188.

Par résolutions signées en date du 5 mars 2014, le conseil de gérance a pris la décision suivante:

- Nomination du président du conseil de gérance, avec effet au 5 mars 2014, et pour une durée indéterminée:

Mr Makoto Yoshitaka, né le 30 mars 1957 à Yamaguchi, Japon, ayant son adresse privée à Liberty Higashi-Nakano 102, 1-27-6 Higashi-Nakano, Nakamo Ward, 164-0003, Tokyo, Japon.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

*Pour la Société*

Johannes L. de Zwart

*Gérant B*

Référence de publication: 2014104039/16.

(140124793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

---

**RTL Belux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.  
R.C.S. Luxembourg B 164.961.

**EXTRAIT**

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 18 Juin 2014, que:

L'Assemblée générale décide de renouveler les mandats des administrateurs du Groupe A:

- Guillaume de Posch, ayant son adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden, 1543 Luxembourg
- Philippe Delusinne, ayant son adresse professionnelle au 2 Avenue Jacques Georgin, B -1030 Bruxelles
- Elmar HEGGEN, ayant son adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden, 1543 Luxembourg
- Andreas Rudas, ayant son adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden, 1543 Luxembourg
- Monsieur Rémy Sautter, ayant son adresse professionnelle au 22, rue Bayard 75008 Paris,

Et des administrateurs du Groupe B:

- Bruno de Cartier d'Yves ayant son adresse professionnelle au 30 Gossetlaan B - 1702 Grand Bijgaard,
- Patrick Hurbain ayant son adresse professionnelle au 100 Rue Royale, B - 1000 Bruxelles
- Patrice Le Hodey ayant son adresse professionnelle au 79 Rue des Francs, B - 1040 Bruxelles
- et Bernard Marchant ayant son adresse professionnelle au 100 Rue Royale, B - 1000 Bruxelles

Les mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat de la société Pricewaterhouse Coopers s.c. établie et ayant son siège social à L-1014 Luxembourg, 400 route d'Esch, en qualité de réviseur d'entreprises agréé, pour une période d'un an, expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106078/26.

(140127032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**G-Build S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 77.247.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104026/9.

(140124535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

---

**FMC Finance VIII S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.  
R.C.S. Luxembourg B 162.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104021/9.

(140123991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

---

**Fixel SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.  
R.C.S. Luxembourg B 125.335.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104010/9.

(140123864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

---

**Gandi International, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 173.775.

**EXTRAIT**

Les gérants de la Société ont pris la résolution suivante par voie circulaire avec effet au 16 mai 2014:

Monsieur Idir ATBANE, né le 10 septembre 1981 à Tizi-Ouzou (Algérie), résidant professionnellement au 23, route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, a été élu 2<sup>e</sup> délégué à la gestion journalière, pour une durée indéterminée, jusqu'à révocation par le conseil de gérance.

En tant que 2<sup>e</sup> délégué à la gestion journalière, il a été accordé à M. Idir ATBANE un pouvoir individuel pour signer au sein de la Société:

- Toute facture ou engagement de dépenses en deçà de 5.000 euros HT/bruts pour validation (avant engagement de la dépense en cause) ou pour paiement;

- Tout courrier ou document/formulaire émis et/ou établi par la Société dans le cadre de la gestion de ses opérations courantes avec son personnel et avec tout tiers de la Société, que ce soient les administrations, les partenaires de la Société et/ou des clients ou prospects et qui n'aurait pas d'impact financier supérieur à 5.000 euros HT/bruts;

et que la signature du 1<sup>er</sup> délégué à la gestion journalière, M. Stéphan Ramoin, sera requise impérativement pour:

- Tout recrutement quel que soit le montant de la rémunération annuelle en cause;

- Toute rupture de contrat (avec un salarié ou un tiers) quel que soit le montant des engagements financiers en cause;

- Ainsi que tout engagement de dépense de plus de 5.000 euros HT/bruts.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104027/27.

(140124104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

---



**GS 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 155.796.

Constituée par devant Me Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 novembre 2010, acte publié au Mémorial C no 2415

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GS 3 S.à r.l.  
Marielle Stijger  
Gérant

Référence de publication: 2014105775/14.

(140126457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**I love my sponsors, Société Anonyme.**

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 161.252.

*Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2014*

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2014 a décidé:

- d'accepter la démission de la société B-FISC, établie et ayant son siège social à B-4050 Chaudfontaine, 67/6, avenue des Thermes, enregistré auprès du Tribunal de Commerce de Liège et inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 831.217.744, de son poste de commissaire aux comptes.

- de nommer Monsieur De Burge Benoit, né le 15 juillet 1980 à Charleroi, domicilié Avenue Mozart 73 à 1190 Bruxelles, comme commissaire aux comptes. Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016, qui se tiendra en 2017.

Référence de publication: 2014105799/15.

(140126209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Iston Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 175.312.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous, TMF Luxembourg S.A., vous informons dans notre capacité de domiciliataire, de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue ayant effet au 8 avril 2013 entre les sociétés:

TMF Luxembourg S.A.  
Luxembourg R.C.S. B 15302  
Siège social:  
46A Avenue J.F. Kennedy  
L-1855 Luxembourg  
(le "domiciliataire")  
et

Iston Investment S.à r.l.  
Luxembourg R.C.S. B 175312  
Siège social:  
46A, Avenue J.F. Kennedy  
L-1855 Luxembourg

TMF Luxembourg S.A., comme domiciliataire de Iston Investment S.à r.l. dénonce la domiciliation de cette société. Cette dénonciation est valable à compter du 15 juillet 2014.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

TMF Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014105804/25.

(140126012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Admiral European Investment Co. I S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l.).**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 187.625.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh of July.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Warwick European Distressed & Special Situations Credit Fund LP, a limited partnership having its registered office at 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1108, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number WK-41070,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) having its registered office at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés, under the number B 187625 (the "Company").

II. The Company was incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 23 May 2014, not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

III. The Company's share capital is currently set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred shares (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

IV. The agenda of the meeting is as follows:

1. Change of the name of the Company from "Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l." to "Admiral European Investment Co. I S.à r.l.".

2. Amendment to article 3 of the Company's articles of incorporation as a consequence of the change of name of the Company.

3. Amendment to article 8 of the Company's articles of incorporation.

4. Amendment to article 9 of the Company's articles of incorporation.

5. Changes to the composition of the board of managers of the Company.

6. Miscellaneous.

Upon deliberation, the shareholder then passed the following resolutions:

*First resolution*

The shareholder resolves to change the name of the Company from "Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l." into "Admiral European Investment Co. I S.à r.l.".

*Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, article 3 of the articles of incorporation of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

“ **Art. 3.** The Company is incorporated under the name of “Admiral European Investment Co. I S.à r.l.”.”

*Third resolution*

The shareholder resolves to amend article 8 of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 8.** The Company is managed by one or more managers appointed and revoked, *ad nutum*, by the sole member or, as the case may be, the members.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

There may be managers of the category A (the “Managers A”, each individually a “Manager A”) and managers of the category B (the “Managers”, each individually a “Manager B”).

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager or to a third party.

Resolutions shall require a majority vote. No resolution can be passed without the approval of at least a Manager A, if applicable. The chairman of the board must be a Manager A, if applicable. In case of equality of votes, the chairman of the board, if any, shall have a casting vote.

The Managers will physically attend the Board meetings in the Grand Duchy of Luxembourg.

The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties. The Company will be bound by the individual signature of the sole manager or, if several managers have been appointed, by the individual signature of a Manager A or by the joint signature of two managers (at least one of whom must be a Manager A, if applicable).

Special and limited powers may be delegated to one or more agents, whether members or not, in the case of specific matters pre-determined by the manager(s).

The manager(s) is/are authorized to distribute interim dividends in accordance with the provisions of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law").

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorised agents they are responsible only for the execution of their mandate."

#### *Fourth resolution*

The shareholder resolves to amend article 9 of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 9.** The sole member exercises the powers devolved to a meeting of members by the dispositions of section XII of the 1915 Law on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the manager(s) are taken by the sole member.

In the case of more than one member the decisions which exceed the powers of the manager(s) shall be taken by the members.

Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

The meetings of the members will be physically held in the Grand Duchy of Luxembourg.

Any amendments of the articles of incorporation shall be resolved by the sole member or by a general meeting of members at the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law."

#### *Fifth resolution*

The shareholder resolves (i) to accept the resignation of Mr. Ralph WOODFORD and Mr. Timothy Guy Powle SWEETING as Managers B of the Company with immediate effect and (ii) to appoint the following person as Manager A of the Company for an unlimited duration:

- Mr. Laurent MARASCHIN, born in Luxembourg, on 31 August 1971, with professional address at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred fifty Euros.

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le sept juillet.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

#### **A COMPARU:**

Warwick European Distressed & Special Situations Credit Fund LP, un limited partnership ayant son siège social au 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1108, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, sous le numéro WK-41070,

représenté par Mr. Henri DA CRUZ, employé, résidant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la comparante est l'associé de «Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B187625 et ayant son siège social au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg (la «Société»).

II. Que la Société a été constituée suivant un acte notarié du notaire instrumentaire en date du 23 mai 2014, pas encore publié.

III. Que le capital de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents parts sociales, chacune d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-), toutes entièrement souscrites et libérées.

IV. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de la dénomination de la Société de «Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l.» en «Admiral European Investment Co. I S.à r.l.».

2. Modification de l'article 3 des statuts de la Société en conséquence de la modification de la dénomination de la Société.

3. Modification de l'article 8 des statuts de la Société.

4. Modification de l'article 9 des statuts de la Société.

5. Changement de la composition du conseil de gérance de la Société.

6. Divers.

Après en avoir délibéré, l'associé a ensuite pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé décide de modifier la dénomination de la Société de «Admiral French Industrial Investment Co. I S.à r.l.» en «Admiral European Investment Co. I S.à r.l.».

#### *Deuxième résolution*

Sur base de la résolution précédente, l'article 3 des statuts de la Société sera modifié pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société prend la dénomination de «Admiral European Investment Co. I S.à r.l.» »

#### *Troisième résolution*

L'associé décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués ad nutum par l'associé unique ou, selon le cas, les associés. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Il peut y avoir des gérants de la catégorie A (les "Gérants A", chacun individuellement un "Gérant A") et des gérants de la catégorie B (les "Gérants B", chacun individuellement un "Gérant B").

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant ou à un tiers.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. Aucune décision ne peut être prise sans l'accord d'au moins un Gérant A, le cas échéant. Le président du conseil doit être un Gérant A, le cas échéant. En cas d'égalité de voix, la voix du président du Conseil, le cas échéant sera prépondérante.

Les gérants assisteront physiquement aux réunions du Conseil au Grand Duché de Luxembourg.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus. La Société sera engagée par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un Gérant A ou par la signature conjointe de deux gérants (dont un au moins doit être un Gérant A, le cas échéant).

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

Le(s) gérant(s) est/sont autorisé(s) à distribuer des dividendes intérimaires moyennant le respect des dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.»

#### *Quatrième résolution*

L'associé décide de modifier l'article 9 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 9.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la Loi de 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises par les associés.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Les réunions des associés se tiendront physiquement au Grand Duché de Luxembourg.

Toute modification aux statuts sera décidée par l'actionnaire unique ou par l'assemblée générale des associés aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi de 1915.»

#### *Cinquième résolution*

L'associé décide (i) d'accepter les démissions de Mr. Ralph WOODFORD et Mr. Timothy Guy Powle SWEETING en tant que gérants B de la Société avec effet immédiat et (ii) de nommer la personne suivante en tant que gérant A de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr. Laurent MARASCHIN, né à Luxembourg, le 31 août 1971, avec adresse professionnelle au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare, à la demande de la comparante, que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, agissant comme indiqué ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 juillet 2014. Relation GRE/2014/2833. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014107298/189.

(140129488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

---

### **Mabledon Kings Cross UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 102.500,00.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 172.367.

In the year two thousand and fourteen, on eleventh day of July.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Mabledon Kings Cross UK S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172.367 and having a share capital of thirty two thousand six hundred fifty British Pounds (GBP 32,650) (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on October 23, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Memorial) N° 2882 dated November 28, 2012. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on December 4, 2013, published in the Memorial, N° 794 dated March 27, 2014.

THERE APPEARED:

Mabledon Holdings UK S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172.352 and having a share capital of sixty-six thousand British Pounds (GBP 66,000) (the Sole Shareholder),

hereby represented by Annick Braquet, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That thirty two thousand six hundred fifty (32,650) shares of the Company, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the agenda, hereinafter re-produced.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of sixty nine thousand eight hundred fifty British Pounds (GBP 69,850) in order to bring the share capital from its present amount of thirty two thousand six hundred fifty British Pounds (GBP 32,650) to one hundred two thousand five hundred British Pounds (GBP 102,500) by way of the issuance of sixty nine thousand eight hundred fifty (69,850) shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, all in registered form;

2. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 1. here above by a contribution in kind;

3. Subsequent amendment of 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase adopted under item 1. above;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, in the name and on behalf of the Company, to the above changes; and

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase share capital of the Company by an amount of sixty nine thousand eight hundred fifty British Pounds (GBP 69,850) in order to bring the share capital from its present amount of thirty two thousand six hundred fifty British Pounds (GBP 32,650) to one hundred two thousand five hundred British Pounds (GBP 102,500) by way of the issuance of sixty nine thousand eight hundred fifty (69,850) shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, all in registered form.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

*Subscription - Payment*

Thereupon,

Mabledon Holdings UK S.à r.l., prenamed and represented declares to subscribe to sixty nine thousand eight hundred fifty (69,850) new shares, in registered form, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and fully pays them up by way of a contribution in kind consisting of a receivable that Mabledon Holdings UK S.à r.l. holds against the Company in an aggregate amount of three million eight hundred seventeen thousand five hundred British Pounds (GBP 3,817,500) (the Receivable) to be allocated as follows:

- an amount of sixty nine thousand eight hundred fifty British Pounds (GBP 69,850) to the share capital account of the Company; and

- an amount of three million seven hundred forty seven thousand six hundred fifty British Pounds (GBP 3,747,650) to the share premium account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Receivable is evidenced by a certificate issued on July 9, 2014, by the Sole Shareholder and acknowledged by the Company (the Management Certificate).

The Management Certificate state in essence that:

“- The Sole Shareholder is the legal and beneficial owner of the Receivable;

- The Receivable is certain and will be due and payable on its respective due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- The Sole Shareholder is solely entitled to the Receivable and possess the power to dispose of the Receivable;

- The Receivable is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Receivable and the Receivable is not subject to any attachment;

- There exist no rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Receivable be transferred to him;

- According to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Receivable is freely transferable;

- All formalities required in Luxembourg or any relevant jurisdiction subsequent to the contribution in kind of the Receivable to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;

- All corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of the Receivable to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of the Sole Shareholder will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which the Sole Shareholder is registered;

- The Receivable contributed to the Company is valued at three million eight hundred seventeen thousand five hundred British Pounds (GBP 3,817,500), and since the date hereof no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company; and

- All formalities to transfer the legal ownership of the Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by the Sole Shareholder and upon the contribution of the Receivable by the Sole Shareholder to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code."

The Management Certificate, after signature *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

#### *Third resolution*

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The share capital is set at one hundred two thousand five hundred British Pounds (GBP 102,500), represented by one hundred two thousand five hundred (102,500) shares in registered form, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each."

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, in the name and on behalf of the Company, to the above changes.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,700.-

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le onzième jour de juillet.

Par devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Mabledon Kings Cross UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.367 et disposant d'un capital social de trente-deux mille six cent cinquante livres sterling (GBP 32.650) (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 23 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) N° 2882 le 28 novembre 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 4 décembre 2013, publié au Mémorial, N° 794 le 27 mars 2014.

A COMPARU:

Mabledon Holdings UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxem-

bourg sous le numéro B 172.352 et disposant d'un capital social de soixante-six mille livres sterling (GBP 66.000) (l'Associé Unique),

ici représentée par Annick Braquet, de résidence professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que trente-deux mille six cent cinquante (32.650) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune et représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour ci-après reproduits.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société par un montant de soixante-neuf mille huit cent cinquante livres sterling (GBP 69.850) afin de porter le capital social de son montant actuel de trente-deux mille six cent cinquante livres sterling (GBP 32.650) à cent deux mille cinq cents livres sterling (GBP 102.500) par voie d'émission de soixante-neuf mille huit cent cinquante (69.850) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, toutes sous forme nominative;

2. Souscription à et libération de l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus par un apport en nature;

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus;

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder, au nom et pour le compte de la Société, aux changements ci-dessus; et

5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de soixante-neuf mille huit cent cinquante livres sterling (GBP 69.850) afin de porter le capital social de son montant actuel de trente-deux mille six cent cinquante livres sterling (GBP 32.650) à cent deux mille cinq cents livres sterling (GBP 102.500) par voie d'émission de soixante-neuf mille huit cent cinquante (69.850) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, toutes sous forme nominative.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation de capital social comme suit:

#### *Souscription - Libération*

Sur ces faits,

Mabledon Holdings UK S.à r.l., précité et représenté déclare souscrire aux soixante-neuf mille huit cent cinquante (69.850) nouvelles parts sociales, sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et les libère intégralement par un apport en nature consistant en une créance que Mabledon Holdings UK S.à r.l. détient envers la Société d'un montant total de trois millions huit cent dix-sept mille cinq cents livres sterling (GBP 3.817.500) (la Créance) devant être affectée comme suit:

- un montant de soixante-neuf mille huit cent cinquante livres sterling (GBP 69.850) au compte de capital social de la Société; et

- un montant de trois millions sept cent quarante-sept mille six cent cinquante livres sterling (GBP 3.747.650) au compte de prime d'émission de la Société.

L'estimation de l'apport en nature de la Créance est démontrée par un certificat émis le 9 juillet 2014, par l'Associé Unique et reconnu par la Société (le Certificat de Gérance).

Le Certificat de Gérance atteste essentiellement que:

- L'Associé Unique est le propriétaire légal et l'ultime bénéficiaire de la Créance;
- La Créance est certaine, liquide et exigible en date due sans déduction;
- L'Associé Unique est le seul ayant droit de la Créance et possède le droit de disposer de la Créance;
- La Créance n'est grevée d'aucun gage ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquiescer un gage ou usufruit sur la Créance et la Créance n'est soumise à aucun privilège;
- Il n'existe aucun droit en vertu duquel une personne serait autorisée à demander à ce que la Créance lui soit cédée;



- Selon la loi applicable et les statuts ou autres documents constitutifs respectifs, tels que modifiés, la Créance est librement cessible;

- Toutes les formalités requises au Luxembourg ou dans toute autre juridiction concernée à la suite de l'apport en nature de la Créance à la Société sera effectuée dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;

- Toutes les approbations sociales, réglementaires ou autres dans le cadre de la cession de la Créance à la Société, le cas échéant, ont été obtenus ou, dans le cas de l'Associé Unique seront obtenues de la manière requise par les lois de la juridiction où l'Associé Unique est immatriculée;

- La Créance apportée à la Société est estimée à trois millions huit cent dix-sept mille cinq cents livres sterling (GBP 3.817.500), et depuis la date des présentes aucun changement matériel n'est survenu qui aurait déprécié la valeur de l'apport fait à la Société; et

- Toutes les formalités pour céder la propriété légale de la Créance apportée à la Société ont été ou seront effectuées par l'Associé Unique et dès l'apport de la Créance par l'Associé Unique à la Société, la Société deviendra plein propriétaire de la Créance qui sera éteinte par voie de confusion conformément à l'article 1300 du code civil luxembourgeois."

Le Certificat de Gérance, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attaché au présent acte pour être soumis avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

#### *Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts, de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social est fixé à cent deux mille cinq cents livres sterling (GBP 102.500), représenté par cent deux mille cinq cents (102.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune."

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder, au nom et pour le compte de la Société, aux changements ci-dessus.

#### *Estimation des frais*

Les dépenses, frais, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 3.700.-

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32919. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107735/226.

(140128369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

---

#### **Progestim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1638 Senningerberg, 94, rue du Golf.

R.C.S. Luxembourg B 155.906.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106037/9.

(140126477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Malouvag S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,  
(anc. Malouvag S.A., SPF).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 161.124.

L'an deux mille quatorze, le premier juillet.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «MALOUVAG S.A. SPF», ayant son siège social à Luxembourg, 6, rue Adolphe, (R.C.S. Luxembourg: B 161 124) constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 20 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1832 du 10 août 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Nathalie GAUTIER, Master Administration des Entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Virginie MICHELS employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Ludovic KELTERBAUM, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour*

1) Réduction de capital de cent quarante-neuf mille euros (EUR 149.000,00) pour le porter de sa valeur actuelle de cent quatre-vingt mille euros (EUR 180.000,00) à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) sans modifier le nombre des actions qui restera fixé à mille huit cents (1.800),

2) Instauration d'un nouveau capital autorisé de trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000,00).

3) Adaptation de l'article 5 des statuts en conséquence comme suit:

«Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) représenté par mille huit cents (1.800) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000,00) qui sera représenté par cent quatre-vingt mille (180.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 1<sup>er</sup> juillet 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

4) Modification du statut fiscal de la Société qui n'aura plus désormais le statut d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières - SOPARFI,

5) Modification de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la société qui se lira dorénavant comme suit: «Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de MALOUVAG S.A.»,

6) Modification de l'article 3 des statuts de la société comme suit: «La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non pas pour l'utilisation personnelle de la société.»

7) Modification de l'article 19 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»,

8) Divers.

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide de réduire le capital social souscrit à concurrence d'un montant de cent quarante-neuf mille euros (EUR 149.000,00) pour le porter de sa valeur actuelle de cent quatre-vingt mille euros (EUR 180.000,00) à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) par remboursement aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans la société.

L'assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour effectuer le remboursement en respectant les dispositions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

### Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'instaurer un nouveau capital autorisé d'un montant de trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000,00) qui sera représenté par cent quatre-vingt mille (180.000) actions sans désignation de valeur nominale.

L'assemblée autorise le conseil d'administration en outre à émettre des emprunts obligataires convertibles dans le cadre du capital autorisé.

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de la loi concernant les sociétés commerciales, l'assemblée autorise le conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé et notamment avec l'autorisation de limiter ou de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires lors de l'émission d'actions nouvelles et lors de l'émission d'obligations convertibles dans le cadre du capital autorisé.

Ce rapport restera annexé aux présentes.

Cette autorisation est valable pour un période de cinq ans expirant le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

En conséquence des résolutions précédentes, l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31,000.00) représenté par mille huit cents (1.800) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000,00) qui sera représenté par cent quatre-vingt mille (180.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 1<sup>er</sup> juillet 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

### Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le statut fiscal de la Société qui n'aura plus désormais le statut d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières - SOPARFI.

### Cinquième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article 1<sup>er</sup>, l'article 3 et l'article 19 des statuts de la société sont modifiés et auront désormais la teneur suivante

**Art. 1<sup>er</sup>.** «Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de MALOUVAG S.A.»

**Art. 3.** «La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non pas pour l'utilisation personnelle de la société.»

**Art. 19.** «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. GAUTIER, V. MICHELS, L. KELTERBAUM, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 04 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9305. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014107754/199.

(140128310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

### **Federazione Italiana Cuochi - Luxemburger Delegation, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-4130 Esch sur Alzette, 58, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg F 10.041.

#### STATUTEN

##### **§ 1. Name, Sitz und Geschäftsjahr des Vereins.**

(1) Der Verein führt den Namen, „Federazione Italiana Cuochi - Luxemburger Delegation“, es handelt sich dabei um einen Verein ohne Gewinnzweck gemäß dem Gesetz vom 21 April 1928 über die Vereine ohne Gewinnzweck,

(2) Sitz des Vereins ist 58, avenue de la Gare, L-4130 Esch sur Alzette. Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

(3) Die Vereinsdauer ist unbegrenzt.

##### **§ 2. Zweck des Vereins.**

(1) Der Verein ist unpolitisch, unabhängig und selbstlos tätig. Er verfolgt nicht in erster Linie eigenwirtschaftliche Zwecke.

(2) Zweck des Vereins ist insbesondere:

a. Der Verein versteht sich als Abordnung des in Mailand, Italien ansässigen eingetragenen Muttervereins gleichen Namens. Er verfolgt und fördert die gleichen satzungsgemäßen Ziele.

b. Die italienischen Köche, die Auszubildenden in Hotel und Gaststättenschulen jeder Art und Leistungsstand zu vereinen, um eine gemeinsame Vereinsidee zu entwickeln damit der Berufsstand ein höheres Prestige, soziale Einbindung, Verbesserung in wirtschaftlicher und professioneller Hinsicht erfährt.

c. Gelegenheiten des Zusammentreffens, der Diskussionen über einschlägige Probleme mit Veranstaltungen, Generalversammlungen, nationalen und internationalen Kongressen, obgleich direkt, oder durch Veröffentlichungen zu bieten.

d. Das technische Wissen im Bereich der Küche und des Gastgewerbes zu vertiefen, damit eine Ausbildung erreicht wird, die den nationalen und internationalen Anforderungen gerecht wird.

### **§ 3. Mitgliedschaft.**

(1) Mitglieder können alle italienischen Staatsangehörigen werden sowie Köche, auch wenn sie nicht die italienische Staatsangehörigkeit besitzen, vorausgesetzt, diese arbeiten oder haben in Italien als Koch für mindestens drei Jahre im Hauptberuf gearbeitet. Im Übrigen kann außerordentliches Mitglied werden, wer vom Vorstand anerkannt wird.

(2) Die Mitglieder sind berechtigt, an den Veranstaltungen des Vereins teilzunehmen. Sie sind aufgerufen, an der Verwaltung des Vereins sowie insbesondere an den Generalversammlungen teilzunehmen und ihre Stimme abzugeben, einschließlich Satzungsänderungen zu beschließen und die Organe des Vereins im Rahmen der in den nachstehenden Regelungen geschilderten Weise zu wählen. Jedes Mitglied hat eine Stimme.

(3) Mit der Mitgliedschaft im Verein wird gleichzeitig die Mitgliedschaft im italienischen Gesamtverein mit Namen „Federazione Italiana Cuochi“ mit Sitz in Mailand erworben.

(4) Mitglieder des Vereins untergliedern sich in ordentliche und außerordentliche Mitglieder, Ehrenmitglieder, Schüler/Auszubildende.

(5) Ordentliches Mitglied kann werden, wer aktiv als Koch oder Gastronom im Hauptberuf arbeitet.

(6) Außerordentliches Mitglied kann werden, wer als solches vom Vorstand zugelassen wird.

(7) Mitglied als Schüler/Auszubildender kann werden, wer sich in der Berufsausbildung als Koch befindet.

(8) Ehrenmitglied kann werden, wer sich um den Verein besonders verdient gemacht hat und auf Vorschlag des Vorstands von der Mitgliederversammlung zum Ehrenmitglied ernannt wird. Ehrenmitglieder sind beitragsfrei und zur kostenlosen Inanspruchnahme der Vereinsleistungen berechtigt. Eine Ehrenmitgliedschaft kann von der Mitgliederversammlung aberkannt werden, wenn sich das Ehrenmitglied einer Straftat schuldig gemacht hat, die mit Freiheitsentzug geahndet wurde.

(9) Im Übrigen ist eine an den Vereinsvorstand gerichtete Anmeldung zur Aufnahme, in der sich der Anmeldende zur Einhaltung der Satzungsbestimmungen verpflichtet, zur Begründung der Mitgliedschaft erforderlich. Über die Aufnahme entscheidet der Vorstand.

### **§ 4. Ende der Mitgliedschaft.**

(1) Die Mitgliedschaft endet

a. durch Tod,

b. durch Austritt, der nur schriftlich gegenüber dem Vorstand erklärt werden kann,

c. durch förmliche Ausschließung, die nur durch Beschluss der Mitgliederversammlung erfolgen kann,

d. durch Ausschließung mangels Interesses, die durch Beschluss des Vorstands ausgesprochen werden kann, wenn ohne besondere Rechtfertigung für mindestens zwei Jahre die Beiträge nicht entrichtet worden sind.

(2) Bei seinem Ausscheiden aus dem Verein hat ein Mitglied keinen Anspruch bezüglich des Vereinsvermögens. Mit Ausscheiden aus dem Verein endet auch die Mitgliedschaft im Gesamtverein.

**§ 5. Pflichten der Mitglieder.** Die Mitglieder sind insbesondere dazu verpflichtet,

a. die vorliegenden Satzungsbestimmungen einzuhalten;

b. Mitgliedsbeiträge zu entrichten, deren Höhe und Fälligkeit von der Mitgliederversammlung festgelegt werden. In Härtefällen entscheidet der Vorstand auf schriftlichen Antrag des betroffenen Mitgliedes über eine Befreiung, Herabsetzung oder Stundung des Mitgliedsbeitrages.

c. Förderung des Vereinszweckes durch unentgeltliche Mitarbeit

### **§ 6. Organe des Vereins sind.**

1. Die Mitgliederversammlung;

2. der Vorstand, bestehend aus dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden und dem Schatzmeister; der Vorstand wird von der Mitgliederversammlung für die Dauer von vier Jahren gewählt; die Wiederwahl ist zulässig;

### **§ 7. Mitgliederversammlung.**

(1) Die ordentliche Mitgliederversammlung ist alljährlich - möglichst im ersten Kalenderquartal - abzuhalten. Sie beschließt insbesondere über:

a. Satzungsänderungen,

b. die Bestellung und Abberufung von Vorstandsmitgliedern sowie deren Entlastung,

c. die Höhe und Fälligkeit der Mitgliedsbeiträge, wobei sich der Mitgliedsbeitrag an dem vom italienischen Mutterverein vorgegebenen Betrag zu orientieren hat,

d. die Ausschließung eines Mitgliedes,

e. die Auflösung des Vereins und die Verwendung seines Vermögens,

f. über die Zustimmung zu Rechtshandlungen des Vorstandes mit einem Gegenstandswert von mehr als € 5.000,00, vgl. § 8 Abs. 2 S.3 der Satzung.

(2) Der Vorstand beruft die Mitgliederversammlung durch besondere schriftliche Einladung der Mitglieder unter Angabe der Tagesordnung ein. Die Einladung ergeht jeweils an die letzte dem Vorstand bekannte Anschrift des Mitgliedes und muss mindestens drei Wochen vor der Versammlung zur Post gegeben werden. Der Vorstand bestimmt die Tagesordnung; jedes Mitglied kann ihre Ergänzung bis spätestens eine Woche vor der Verhandlung beantragen.

(3) In der Mitgliederversammlung ist Vertretung auch bei der Ausübung des Stimmrechts zulässig. Vertreter dürfen maximal Stimmen für insgesamt drei Mitglieder abgeben. Bei der Beschlussfassung entscheidet die Mehrheit der erschienenen Mitglieder, bei Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden. Stimmenthaltungen gelten als ungültige Stimmen. Über die Art der Abstimmung entscheidet der Vorstand; Wahlen erfolgen jedoch, wenn nicht einstimmig, durch Zuruf, schriftlich durch Stimmzettel. Beschlüsse, durch die die Satzung oder der Vereinszweck geändert werden, und Beschlüsse über die Auflösung des Vereins bedürfen einer Mehrheit von drei Vierteln der erschienenen Mitglieder.

(4) Beschlüsse über Satzungsänderungen und über die Auflösung des Vereins sind dem zuständigen Finanzamt anzuzeigen. Satzungsänderungen, die die in § 2 genannten gemeinnützigen Zwecke betreffen, bedürfen der Einwilligung des zuständigen Finanzamts.

(5) Über die Sitzungen der Mitgliederversammlung ist eine Niederschrift zu fertigen, die vom Protokollführer zu unterzeichnen ist. Diese Niederschrift muss den Mitgliedern innerhalb von sechs Monaten zugänglich sein; Einwendungen können nur innerhalb eines Monats, nachdem die Niederschrift zugänglich gemacht worden ist, erhoben werden.

(6) Eine außerordentliche Mitgliederversammlung ist zu berufen, wenn das Interesse des Vereins dies erfordert oder wenn mindestens 20% der Mitglieder dies unter Angabe des Grundes und des Zwecks schriftlich gegenüber dem Vorstand verlangen. Kommt der Vorstand einem solchen Verlangen nicht nach, können diese Mitglieder die Mitgliederversammlung selbst einberufen.

#### **§ 8. Vorstand des Vereins.**

(1) Zu Vorstandsmitgliedern können nur Mitglieder des Vereins bestellt werden. Die Wahl erfolgt einzeln. Der Vorstand wird durch die Mitgliederversammlung gewählt. Bei vorzeitigem Ausscheiden eines Vorstandsmitgliedes kann für seine restliche Amtszeit vom Vorstand ein Nachfolger bestellt werden.

(2) Der Vorstand führt die Geschäfte des Vereins. Den Vorstand bilden der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende. Sie sind einzeln zur Vertretung des Vereins befugt. Dem stellvertretenden Vorsitzenden obliegt im Innenverhältnis allerdings die Pflicht, von dieser Einzelvertretungsmacht nur im Falle einer Verhinderung des Vorsitzenden Gebrauch zu machen. Für Rechtshandlungen mit einem Gegenstandswert von mehr als € 5.000,00 ist die Zustimmung der Mitgliederversammlung erforderlich.

(3) Der Vorstand entscheidet durch Beschluss in Vorstandssitzungen, zu denen er mindestens einmal jährlich zusammentritt und über die eine Niederschrift zu fertigen ist. Die Einladung ergeht mit einer Frist von einer Woche durch den Vorsitzenden, im Falle seiner Verhinderung durch den stellvertretenden Vorsitzenden.

#### **§ 9. Finanzierung, Gewinne und sonstige Vereinsmittel.**

(1) Die Finanzmittel setzen sich zusammen aus:

- Schenkungen, Zuwendungen und sonstigen Beiträgen
- Einschreibebühren und Mitgliedsbeiträgen
- Gewinne aus Vereinsinitiativen
- bewegliches und unbewegliches Vermögen, welches im Eigentum des Vereins steht oder in Wege des Erbes oder der Schenkung erworben wird
- etwaige staatliche Unterstützungen

(2) Etwaige Gewinne und sonstige Mittel des Vereins dürfen nur für die satzungsmäßigen Zwecke verwendet werden. Die Mitglieder erhalten keine Gewinnanteile und in ihrer Eigenschaft als Mitglieder auch keine sonstigen Zuwendungen aus Mitteln des Vereins.

(2) Es darf keine Person durch Ausgaben, die den Zwecken des Vereins fremd sind, oder durch unverhältnismäßig hohe Vergütungen begünstigt werden.

#### **§ 10. Auflösung und Zweckänderung.**

(1) Die Auflösung des Vereins kann nur die Mitgliederversammlung mit einer Mehrheit von drei Vierteln der Mitglieder beschließen (siehe auch § 6 Abs. 3 der Satzung). Die Auseinandersetzung erfolgt nach den Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches.

(2) Nach einer Auseinandersetzung oder einem Wegfall des bisherigen Vereinszweckes ist das Vereinsvermögen an ähnliche steuerbegünstigte Vereine oder Einrichtungen zur Verwendung für gemeinnützige Zwecke weiterzuleiten. Näheres beschließt die Mitgliederversammlung, deren Beschlüsse allerdings erst nach Einwilligung des Finanzamts ausgeführt werden dürfen.

Référence de publication: 2014108459/132.

(140130448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

**Stellor Corporation Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 40-42, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 156.753.

Il résulte de cessions de parts sociales intervenues le 14 juillet 2014 que le capital est désormais détenu comme suit:  
- Monsieur Joseph BARBERA, gérant de société, demeurant à 40b, rue de Montmorency à F-57340 MORHANGE, 100 parts sociales (soit 100 % du capital)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le lundi 14 juillet 2014.

Joseph BARBERA

Gérant

Référence de publication: 2014103553/14.

(140121791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

**Devon Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 185.751.

## RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constat d'augmentation de capital reçu par son ministère pour compte de la société à responsabilité limitée "Devon Holdings S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 185.751, en date du 12 juin 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 juin 2014, relation: LAC/2014/27972, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y LIEU DE LIRE:

**Version française***"Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts relatif au capital social et de le modifier de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

**Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à cent mille quatre dollars américains (USD 100.004), représenté par cent mille quatre (100.004) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,00) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

AU LIEU DE:

**Version française***"Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts relatif au capital social et de le modifier de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

**Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à cent mille deux dollars américains (USD 100.002), représenté par cent mille deux (100.002) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,00) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32176. Reçu douze euros. 12,00 €.

Le Receveur (signé): Conny SCHUMACHER.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014103012/38.

(140122415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.